



CSAM du 27 février 2024 : Quel avenir pour notre ministère et ses agents ?

Lors du CSAM budgétaire d'octobre dernier, les ministres présents promettaient des hausses budgétaires pour nos ministères.

Et aujourd'hui, 4 mois plus tard, le plan de 10 milliards d'euros d'économies du gouvernement Attal, qui prévoit notamment d'amputer d'1,4 milliard les aides à la transition écologique (1 milliard prélevé sur MaPrimeRenov' et 400 millions sur le Fonds vert à destination des collectivités locales) et une baisse de 700 millions d'euros des dépenses de personnel de l'État, rebat complètement les cartes.

De plus, les établissements publics qui étaient censés bénéficier d'une trêve après des années de disette ne sont pas épargnés par les mesures d'austérité annoncées.

Nous vous le disons, Monsieur le Président, l'UNSA ne cautionnera pas que notre pôle ministériel soit encore une fois la variable d'ajustement des déficits budgétaires de l'État.

Marchandage autour du Pôle ministériel

Les prérogatives attribuées à Messieurs les ministres de l'Économie et des Finances, de l'Intérieur et de la Transition écologique concernant les domaines qui relevaient jusqu'à il y a peu exclusivement de nos ministères ne sont pas de bon augure en cette période compliquée.

Bercy étend son influence avec le retour de l'Énergie dans son périmètre et a désormais autorité sur la direction générale de l'énergie et du climat (DGEC).

Seule consolation : le découpage de l'ex-ministère de la Transition énergétique conduit le ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires à voir lui aussi son portefeuille s'étendre notamment à la biodiversité, à l'efficacité énergétique et au climat, à la sûreté et la sécurité nucléaires en lien avec Bercy, et à la Mer.

L'UNSA déplore ce découpage, ce partage et ce marchandage de notre Pôle ministériel qui en sort un peu plus affaibli.

Que de signaux inquiétants pour la transition écologique !

Seul point positif dans ce monde mouvant et instable, après bien des tergiversations, Stanislas GUERINI conserve son titre de ministre de la Transformation et de la Fonction publiques avec un ministère de plein exercice.

L'UNSA accueille positivement le retour d'un ministère de plein exercice pour la fonction publique et considère que la nouvelle et énième réforme de la Fonction publique reportée au 2ème semestre doit être discutée et négociée avec les partenaires sociaux de façon constructive.

Urgence salariale

Dans un contexte d'effondrement du niveau des rémunérations des agents publics, il est temps de mettre un terme à la spirale de paupérisation des personnels. Il est urgent d'ouvrir sans délai des négociations pour améliorer les carrières et prendre des mesures générales pour les salaires, notamment en revalorisant le

point d'indice, en mettant en place un mécanisme d'indexation de la valeur de celui-ci sur l'inflation, en rééquilibrant les parts indiciaire et indemnitaire.

Le gouvernement ne peut pas accentuer le décrochage des rémunérations des agents publics et en même temps s'étonner de la faible attractivité de la Fonction publique. Ne pas rémunérer le travail à sa juste valeur c'est nier l'investissement au quotidien des agents, c'est aggraver leur non remplacement, c'est accélérer la fin des missions de service public.

L'UNSA condamne l'absence de mesures générales d'augmentation des rémunérations et de toutes perspectives de déroulement ascendant des carrières dans la fonction publique.

Petite aparté qui concerne notre ministère ou plutôt le traitement inéquitable des remboursements des frais de déplacement selon le service d'affectation.

Monsieur le Secrétaire général, le ministre s'est engagé lors de notre rencontre en décembre dernier à faire en sorte que le remboursement des frais de déplacement sur le site de La Défense se fasse aux mêmes taux que les frais de déplacement à Paris et ce dans tous les services du ministère qui ont aujourd'hui des pratiques différentes.

Avez-vous donné, Monsieur le Secrétaire général, des instructions en ce sens aux services déconcentrés ?

Prévoyance

L'attractivité de la Fonction publique passe par une plus forte protection des agents. Amélioration des garanties en prévoyance des agents, meilleure compensation des pertes de revenus liées aux "accidents de la vie"... Tel est l'objectif de l'accord interministériel sur la prévoyance signé le 20 octobre 2023 dans la fonction publique d'État qui prévoit une participation de l'État au financement de la complémentaire prévoyance supplémentaire des agents de l'État.

C'est pourquoi, l'UNSA participera au groupe de travail ministériel de concertation sur le volet « Prévoyance » de la réforme de la Protection sociale complémentaire et y défendra l'intérêt des agents, notamment en demandant un taux de couverture du congé maladie ordinaire et du congé longue durée de 100 %.

Jeux Olympiques

Parlons Jeux Olympiques de Paris 2024, source d'inquiétudes de nombreux agents dans un contexte déjà très tendu et anxieux.

Comment les services vont-ils pouvoir assurer la continuité de service et la gestion de crise (en cas de canicule de niveau rouge ou de trouble à l'ordre public par exemple) pendant l'été 2024 avec des agents déjà fortement mobilisés ? Comment des agents déjà bien écrêtés vont-ils pouvoir prendre des congés reportés encore et encore et comment les commandes des cabinets, qui ne vont pas faiblir pour autant, vont-elles être traitées ? Comment les agents vont-ils pouvoir assurer leurs missions, au prix de quels sacrifices et avec quelles compensations et surtout avec quel niveau de sécurité ?

Des agents exposés à protéger

Monsieur le Secrétaire général, dans le cadre de leurs missions, les agents sont, au quotidien, de plus en plus souvent victimes d'agressions verbales et physiques. Ce phénomène a pris une ampleur inquiétante lors du mouvement de contestation agricole qui est loin d'être terminé.

En effet, depuis la dernière Formation Spécialisée ministérielle extraordinaire qui s'est tenue le 12 février dernier, la grogne des agriculteurs est toujours bien présente et les actions envers les agents et édifices de l'État se multiplient. Pour preuve, la tension monte ces derniers jours à la DREAL PACA, à la DDT de l'Yonne...

Ce ne sont plus uniquement les agents de l'OFB qui sont dans le viseur mais bien tous les fonctionnaires dans leur ensemble.

L'UNSA tient à exprimer son soutien à tous les personnels exposés qui se trouvent une fois encore en première ligne et demande que leur protection soit pleinement assurée.